

*Initiatives ministérielles*

Une autre chose qui me préoccupe, c'est l'aversion que le gouvernement actuel entretient par rapport à ce que j'appelle les conséquences ou la réalité à venir. Je pense notamment à l'aversion tellement flagrante que le premier ministre a montrée pour la réalité lorsqu'il n'a pas fait face aux conséquences de la séparation ni veillé à ce que les Québécois comprennent bien ce à quoi ils s'exposaient en quittant ce merveilleux pays qui est le nôtre. La même chose pourrait arriver avec le prochain budget. Quelles seraient les conséquences d'un repli de l'économie? Nous savons que cela viendra que ce n'est qu'une question de temps. Mais nous ne sommes pas préparés à cela.

• (1940)

Que se passera-t-il si les taux d'intérêt augmentent sans que nous puissions freiner leur hausse? Beaucoup de Canadiens pensent que nous fixons les taux d'intérêt. Eh bien non. En raison de notre dette monstrueuse, nos taux d'intérêts nous sont dictés par ceux à qui nous devons de l'argent. Que se passerait-il en cas de flambée des taux d'intérêt? Cela aurait un effet dramatique sur notre capacité de payer les intérêts sur la dette.

Et, bien sûr, la possibilité d'un autre référendum nous pend au-dessus de la tête comme une épée de Damoclès. Sommes-nous prêts à faire face aux conséquences d'un autre référendum?

Le troisième budget, celui qui s'en vient, sera le plus critique depuis le début du mandat du gouvernement. Malheureusement, nous avons perdu la première année. Le premier budget ne s'attaquait pas au problème. On nous a dit de ne pas nous inquiéter, de sourire, qu'il n'y avait rien de grave.

Dans le deuxième budget, le gouvernement n'a presque rien fait. C'est surtout grâce à l'insistance du Parti réformiste que le ministre des Finances a fini par se rendre compte que la situation était grave, peut-être même vitale, et qu'il fallait faire quelque chose. Il a commencé à faire le lien entre les dépenses effrénées du gouvernement, les taux d'intérêt et la création d'emplois. Il a finalement fait le lien.

Ce qui m'a toujours étonné dans le deuxième budget, c'est que le ministre des Finances n'a pas profité de l'occasion pour réduire les pensions des députés et se servir de cela pour prouver aux Canadiens que le gouvernement avait compris le problème et qu'il était prêt à donner l'exemple. À mon avis, ça ne figurait pas dans le budget parce que celui-ci ne visait rien de concret. De toute évidence, il n'y a pas de commune mesure entre les modifications qui ont été apportées au régime de retraite et notre situation financière.

Je rappelle encore une fois au premier ministre le message qu'avait envoyé la société Moody's avant même que ne soit présenté le deuxième budget. Cette société avait prévenu le ministre des Finances qu'elle avait des préoccupations qu'elle voulait partager avec lui. Il pouvait ne pas en tenir compte, mais la société se sentait dans l'obligation de les lui signaler. Bien sûr, ces préoccupations se ramenaient à ce que l'objectif de 3 p. 100 du PIB est trop modeste. Ce n'est pas ce qui s'appelle un défi. La deuxième partie du message consistait à demander une date d'échéance pour l'objectif zéro. Moody's voulait un engagement de la part du ministre des Finances pour montrer qu'il était

sérieux et qu'il allait s'attaquer vraiment au problème pour aboutir à un budget équilibré.

Moody's, ce n'est ni les libéraux, ni les conservateurs, ni les réformistes. Ces gens-là nous rendaient un grand service en nous donnant cet avertissement. Il a été transmis au ministre des Finances qui a préféré l'ignorer à ses risques et périls. Il a choisi de ne pas en tenir compte dans le budget, et notre cote a été abaissée. Cette décote n'a pas tardé à se faire sentir durement dans notre pays.

Permettez-moi de rapporter à la Chambre la teneur d'une lettre signée par le président de la commission et le président de la chambre de commerce et envoyée à tous les parlementaires, députés et sénateurs, toujours avant le dépôt du deuxième budget. Voici des extraits de cette lettre: «La promesse du ministre des Finances de réaliser son objectif d'un déficit réduit à 3 p. 100 du PIB d'ici 1996-1997 ne suffit tout simplement pas. Le déficit doit être réduit à zéro d'ici 1997-1998. Les conséquences d'une telle volonté de la part du gouvernement sont incalculables.» C'était le résultat d'un sondage auquel avaient participé 6 000 entrepreneurs et gens d'affaires qui créent sans cesse des emplois.

Permettez-moi également de vous faire part du point de vue des gens de Simcoe-Centre. Dans mon bulletin parlementaire du printemps de 1995, j'ai demandé aux gens: «Pensez-vous que le ministre des Finances a procédé à des compressions suffisantes dans son deuxième budget?» Au total, 1 645 électeurs ont répondu à ce questionnaire et, là-dessus, 79 p. 100 ont dit que non, que le ministre des Finances n'était pas allé assez loin. Il en ressort que les gens comprennent le problème et sont prêts à subir les conséquences des mesures qu'on devrait prendre pour le résoudre.

Je suis également heureux de dire que, en tant que réformistes, nous avons fait à la Chambre quelque chose qui n'avait jamais été fait auparavant. Nous avons offert au gouvernement des critiques constructives sous la forme de notre Budget des contribuables. Nous l'avons présenté à la Chambre avant celui du ministre des Finances. On y précisait, par ministère, comment nous pourrions équilibrer les finances publiques en trois ans sans avoir recours à de nouveaux impôts ni à des augmentations d'impôts, en réduisant simplement les dépenses. C'est possible.

• (1945)

Les compressions proposées étaient équitables. Elles allaient s'appliquer à tout. Bien entendu, on ne peut pas s'en tenir à un domaine en particulier, car ce ne sont pas les dépenses dans un domaine qui sont la cause des problèmes auxquels nous sommes confrontés de nos jours.

Cependant, les ministériels affirment que nous ne voulons nous attaquer qu'aux programmes sociaux. Ce n'était pas le cas. Nous allions devoir nous pencher sur les programmes sociaux, car ils représentent une partie tellement importante de nos dépenses totales. En 1970, nous y consacrons 6,6 milliards de dollars. En 1990, ce montant était monté en flèche pour passer à 60 milliards de dollars. En 1995, il est maintenant de 75 milliards de dollars. Je ne me rappelle pas avoir vu des gens coucher dans la rue, en 1970. La même chose s'applique en 1990. Il est tout à fait absurde de prétendre qu'en réduisant de 15 milliards de